

673

Domaine public

J. A. 1000 Lausanne 1

Hebdomadaire romand
N° 673 24 février 1983
Vingtième année

Rédacteur responsable:
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc
Abonnement
pour une année: 55 francs

Administration, rédaction:
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
CCP 10-155 27

Imprimerie des Arts et Métiers SA

Ont collaboré à ce numéro:
François Brutsch
André Gavillet
Yvette Jaggi
Charles-F. Pochon
Victor Ruffy

Point de vue:
Jeanlouis Cornuz

L'armée contre la crise

En décembre 1981, les Chambres fédérales confirmaient leur attachement au dogme de l'équilibre budgétaire, fixé comme objectif à réaliser dans le courant de la prochaine législature. Le Conseil fédéral a donc revu son plan financier pour 1984-1986: 700 millions de recettes nouvelles (y compris 250 millions pour le désormais défunt impôt sur les avoirs fiduciaires), et surtout plus de deux milliards d'économies supplémentaires (dont environ 500 millions de transferts de charges sur les cantons). En clair, l'équilibre budgétaire est jugé réalisable, mais seulement au prix d'une symétrie des sacrifices, partagés entre l'armée suisse, le tiers monde et la collectivité des assurés-maladie, à raison de 400-500 millions chacun.

Recherché ou non, l'effet de choc de ces propositions a secoué le pays, au-delà même des cercles politiques férus de finances fédérales. Avec un résultat prévisible en année électorale: il y aura encore des sacrifices, mais moins difficiles, et il n'y aura pratiquement plus de symétrie. Les pays en voie de développement et les affiliés aux caisses-maladie s'en tireront moins mal, et les militaires s'en sortiront carrément bien — merci pour eux.

Imaginer le contraire, c'était compter sans les nombreux stratèges du Département militaire fédéral, qui viennent de faire une fois de plus la preuve de leur habileté à occuper le terrain, politique en tout cas, et de leur capacité d'adaptation. Tandis que l'Etat-major général discourait sur la nécessité de (re)donner à nos soldats les moyens de se défendre et de faire crédible, le reste du DMF se préparait à puiser dans l'arsenal des mesures conjoncturelles les armes qui lui permettraient d'échapper à la symétrie des sacrifices.

Le plan financier veut réduire les investissements militaires de 490 millions d'ici 1986? Qu'à cela ne tienne: les Chambres en rétabliront bien 200 millions, et, pour le reste, le programme de relance y pourvoira: il prévoit d'ailleurs justement 272 millions pour l'achat de matériel de guerre dans les deux à trois ans à venir — indépendamment des programmes d'armement annuels (1,4 milliard pour 1983).

Les armées ont toutes de gros besoins (cf. pages suivantes). Le système de milice n'y change rien. Et les services d'achat du DMF ont toujours dans leurs tiroirs des commandes prêtes à la signature, soigneusement ventilées d'après la nationalité et le domicile des fournisseurs potentiels. Bref, tout ce qu'il fallait pour se glisser dans le paquet de mesures destinées à promouvoir l'emploi en Suisse.

Bien sûr, cet encouragement se veut largement réparti entre les différentes régions du pays. Mais l'appareil industriel conditionne les commandes, qui se concentreront donc sur les cantons tradition-

SUITE ET FIN AU VERSO

DOMAINE PUBLIC

Un bulletin vert

Un bulletin vert a été glissé dans ce numéro de «Domaine Public». Signe pressant à toutes celles et tous ceux qui, abonné(e)s, n'ont pas encore donné de leurs nouvelles à l'administration du journal. Rappel que l'abonnement annuel coûte 55 francs et que c'est l'addition, et elle seule, de ces 55 francs qui permet à cet hebdomadaire de vivre.

Merci d'avance aux retardataires pour leur diligence!

Et toutes nos excuses pour ce bulletin vert inutile aux centaines d'am(e)s qui nous ont déjà témoigné de leur confiance!

A qui les commandes militaro-conjoncturelles?

CANTON	Système Skyguard (190 mios francs)		Réservoirs Tiger (30 mios francs)	
	Nombre d'entreprises	En % du total	Nombre d'entreprises	En % du total
Argovie	17	3,8	2	10,8
Appenzell Rh. ext.	2	0,2		
Bâle-Campagne	8	0,5		
Berne	16	13,2		
Fribourg	1	0,1		
Genève	2	0,2	2	27,2
Glaris	1	1,7		
Lucerne	2	0,5	3	19,7
Neuchâtel	1	0,1		
Nidwald	1	9,0	1	3,4
Schaffhouse	2	0,6		
Schwyz	6	0,3		
Soleure	7	1,9		1,8
Saint-Gall	4	9,1	1	15,3
Tessin	2	0,6	1	2,6
Thurgovie	6	3,9		
Valais			1	7,9
Vaud	7	0,7		
Zoug	6	1,8		
Zurich	126	51,8	2	11,3
	217	100,0	14	100,0

A titre de comparaison: ces dernières années, les commandes passées par l'administration fédérale (CFF et PTT non compris) sont allées principalement à Schaffhouse (1300.— par habitant). Suivent les cantons d'Uri (765), de Glaris (400), Zurich (375), Berne (365), Obwald (280), Nidwald (260), Argovie (255), Thurgovie (245), Vaud et Soleure (240 chacun), Bâle-Ville (205), etc. Schwyz

et Appenzell AR ont été les moins favorisés (avec une centaine de francs par habitant par année). (Selon «Badener Tagblatt», 14.2.1983). Réclamée depuis longtemps (et encore l'automne dernier par le conseiller national Jean-Claude Crevoisier), une statistique complète des achats de la Confédération devrait paraître dans le courant de l'année.

L'armée contre la crise

nellement fournisseurs: Zurich, Genève, Saint-Gall, Berne. Certes, Schaffhouse, qui livre par ailleurs beaucoup à l'armée, ne bénéficie pas des commandes de relance, dont Nidwald ou le Valais se taillent une part inattendue. Mais les oubliés le restent: Jura, Neuchâtel, Fribourg, et même Vaud (qui attend en revanche des commandes de matériel ferroviaire pour les entreprises de transports concessionnaires).

Malgré cela, malgré tout le reste, la gauche dira «oui» au programme de relance de M. Furgler. Et le programme d'armement 1983, avec ses 73 % de commandes en Suisse, ne risquerait pas le référendum facultatif, s'il était déjà possible. Bref, les doutes subsistent quant à la capacité dissuasive de notre armée vis-à-vis de l'ennemi extérieur, mais personne ne discute son efficacité dans la lutte contre la crise économique intérieure.

Moralité: la légitimation peut être affaire de circonstances.

Y. J.

AIDE-MÉMOIRE

Tiers monde: la Suisse se paie de mots

La «coopération au développement», contrairement aux apparences, n'est pas absente du «message relatif à des mesures visant au renforcement de l'économie suisse», daté du 31 janvier de cette année. Chapitre «Promotion des exportations», cherchez bien! Voici, coincée entre la «garantie contre les risques à l'exportation» (GRE) et près de quatre pages consacrées à la «promotion générale de l'exportation», voici donc la «reconstitution

des ressources pour les crédits mixtes et l'aide à la balance des paiements dans le cadre de la coopération internationale au développement». Pas moins.

Les *crédits mixtes* servent au financement de projets prioritaires de politique de développement auxquels l'économie suisse participe... Commentaire du Conseil fédéral: «Leur octroi étant lié à la livraison de biens d'équipement et de services suisses, ces crédits influencent directement sur l'économie de notre pays.»

L'aide à la balance des paiements contribue notamment à maintenir la capacité d'importation d'un pays en développement, à lui accorder une certaine «marge de manœuvre». Commentaire du Conseil fédéral: «L'expérience montre qu'une part non négligeable de l'aide à la balance des paiements est dépensée en Suisse, quand bien même cette aide n'est pas liée formellement à la fourniture de biens suisses.»

On le voit: en fait de coopération au développement, il s'agit plutôt d'aide à la Suisse via le tiers monde. Ce ne sont pas les 100 millions en jeu (à dépenser en plusieurs années) qui vont modifier quoi que ce soit aux efforts réels de notre pays en direction des pays en voie de développement. Rideau, donc, sur le «paquet Furgler» à ce chapitre!

Le cri d'alarme de sept organisations d'entraide¹ — «Aider aujourd'hui pour survivre demain» — qui demandent au Conseil fédéral de renoncer aux mesures d'économies sur l'aide au développement reflète donc une urgence majeure, mesures de relance de l'économie ou pas. Même si on est en droit de se demander si la forme de la pétition est bien celle qui convenait... quand on se souvient combien de ces listes-là garnissent les tiroirs bernois.

Pour se rendre compte de la situation, il faut apprécier l'effet des réductions linéaires de 10% sur les budgets annuels, conjuguées avec les réductions supplémentaires introduites pour le plan

financier 1984-1986: ce sont là 590 millions qui sont sabrés au total (cf. tableau)! Sur un plan global d'économies, on en a trouvé quelque 20% à soustraire de l'aide au développement qui ne représente (avec l'aide humanitaire) que 3% du budget fédéral.

Comme le souligne le Service d'information tiers monde dans son dernier bulletin d'actualités (Epinettes 10, 1007 Lausanne): «La Suisse aura consacré en 1982 0,24% de son PNB à l'aide au développement (cf. tableau), ce qui la place largement au-

Pays	Déficit des comptes de l'Etat en % du produit intérieur brut	Aide publique au développement en % du PNB (1981)
Suisse	0,1 %	0,24 %
RFA	2,4 %	0,46 %
Autriche	2,8 %	0,48 %
France	2,5 %	0,71 %
Italie	13,1 %	0,19 %
Pays-Bas	4,7 %	1,08 %
Suède	13,9 %	0,83 %

dessous de la moyenne enregistrée dans les pays industrialisés (0,35%): la contribution suisse reste

stagnante et ne représente que 71 francs par habitant.»

Voilà qui, en effet, ne nous rapproche pas des objectifs définis par le Conseil fédéral lui-même en 1980: «Notre but, en ce qui concerne l'aide au développement, c'est d'atteindre, vers le milieu des années 80, la moyenne des prestations des pays industrialisés des pays de l'OCDE.» Intentions louables sur une toile de fond qui ne manquait pas de pertinence: «Que l'on aborde les problèmes sous l'angle de notre devoir moral de pays riche, sous celui des impératifs de notre politique étrangère, ou encore sous le rapport des objectifs de notre politique économique extérieure, la même conclusion s'impose: nous devons accroître notre aide publique au développement, et nous y avons intérêt.» Comment mieux le dire? Les parlementaires qui, obnubilés par les économies, feront l'impasse sur les intérêts bien compris de la Suisse, devront être mis face à leurs responsabilités.

¹ Les sept œuvres d'entraide (qui lancent cette pétition nationale) sont: Action de Carême, Pain pour le Prochain, Swissaid, Helvetas, Caritas, L'Entraide Protestante (EPER) et l'Organisation Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO) (toutes ces organisations récoltent des fonds auprès du public et réalisent des projets de développement dans le tiers monde).

Mesures d'économie (en mio. frs.) réalisées au détriment de l'aide publique au développement	1984	1985	1986	1984-1986
Coupes linéaires de 10% (approx.)	70	70	70	210 mio.
Coupes supplémentaires, prévues actuellement, selon le plan financier du 4 octobre 1982	50	100	230	380 mio.
Total du montant des coupes, par rapport au plan financier du 5 octobre 1981	120	170	300	590 mio.

Avec les militants du MPF

Quand, encore enfant, on s'est éveillé aux problèmes sociaux en accompagnant son père dans une arcade du quartier des Pâquis à Genève où le MPF (Mouvement populaire des familles) naissant organisait des achats collectifs de pommes de terre, en réponse aux difficultés rencontrées par les familles populaires pendant la guerre de 39-45, impossible de ne pas conserver une tendresse particulière pour les hommes et les femmes de cette organisation.

Comment ont-ils traversé le désert militant de la prospérité économique? La chaleur de la solidarité, le sens des responsabilités acquis dans l'action, la volonté de prendre à bras-le-corps les problèmes les plus concrets, tout cela résiste-t-il mieux à la désillusion d'aujourd'hui, mieux que des projets idéologiquement plus ambitieux? Des interrogations qui reviennent de temps en temps, avec des bouffées de sympathie.

Un article du «Monde du Travail» (organe du MPF) laissait entendre récemment qu'après avoir marqué le pas, le recrutement reprenait... C'était l'occasion de prendre à nouveau le pouls du mouvement: une rapide enquête qui laisse entrevoir une réalité plus nuancée.

Les grands moments du MPF se situent à la fin des années soixante, les deux mille membres réunis à Lausanne pour le vingt-cinquième anniversaire, la mémorable campagne pour le droit au logement. Mais à l'époque déjà, une section comme celle de Genève n'était plus à l'apogée de son dynamisme: la ville du bout du lac était, avant d'autres, touchée par cette prospérité qui ronge le coude à coude. Bientôt, les autres sections de Suisse romande subiront à leur tour le contre-coup du «mieux-être». Parallèlement à la baisse du militantisme, c'est, dans les mêmes milieux, la découverte de l'action

politique proprement dite, l'attrait des partis, de la vision idéologique du monde.

Conséquence de ce double phénomène: parmi les militants, une demi-génération fait actuellement presque totalement défaut, celle des hommes et des femmes entre trente-cinq et cinquante ans. En deçà, le recrutement a repris, sans avoir pourtant l'importance d'autrefois. Après s'être essayé à refaire le monde, on revient à son quartier. Et notons en passant que la modification des structures de la société dans notre pays se répercute sur la situation professionnelle des nouveaux arrivants: diminution de la proportion d'ouvriers suisses, augmentation du nombre des techniciens.

En ce qui concerne les «simples membres», les choses se présentent encore différemment. On ne retrouve plus systématiquement (les exceptions existent, bien sûr!), autour des noyaux militants, ces sections chaleureuses qu'on était certain de mobiliser à chaque action, à chaque campagne; les assemblées régulières n'attirent plus les foules, ce qui n'est pas sans engendrer un certain découragement. Malgré tout, ces trous dans la participation régulière sont compensés par le succès d'actions ponctuelles: les ventes d'objets artisanaux brési-

liens en provenance de la coopérative de Recife sont chaque fois une réussite; même mobilisation lorsqu'il s'agit d'exiger par exemple une classe supplémentaire à la Bourdonnette dans les quartiers de l'ouest lausannois, d'organiser une vente de pommes ou de mettre sur pied la vente de lessives sans phosphates.

On pourrait, à partir de ce constat, imaginer une nouvelle stratégie: des noyaux militants mobilisant alternativement des troupes différentes pour des objectifs ponctuels. Il s'agit là d'une possibilité à examiner soigneusement. Un préalable devra tout de même être réglé: la coexistence, au sein du MPF actuel, de deux sensibilités, une première plus proche des objectifs traditionnels du mouvement, de l'action concrète, et une autre tendant à privilégier la réflexion sur certains sujets comme l'école.

A moins que la crise qui s'annonce ne mette tout le monde d'accord.

A La Chaux-de-Fonds, au Locle, des sections du MPF qui jusque-là se tenaient dans une honnête moyenne, retrouvent face aux chômeurs la chaleur de la solidarité, la force de l'imagination des origines du mouvement.

CUL-DE-SAC

Une industrie décadente pour la relance guerrière

La relance par la priorité à l'armement? Un choix qui n'a rien d'original depuis que la crise s'est installée et déploie ses effets dans le monde entier. Un choix dont les retombées réelles sont pourtant peu connues, et en tout cas fortement sous-estimées. A plus ou moins courte échéance, on imagine bien sûr que ces dépenses-là devront bien être rentabilisées sous la forme d'un conflit dont les dimensions probables sont pudiquement passées sous silence. Pour le reste, les perspectives ouvertes par l'immi-

nence d'une apocalypse guerrière court-circuitent la réflexion et compromettent en particulier la mise au point du constat cernant le poids énorme de l'économie militaire sur le développement mondial.

C'est le mérite du «Programme de l'ONU pour la paix» d'avoir suscité un certain nombre de rapports scientifiques sur les tenants et aboutissants de l'effort de guerre en temps de paix, analyses qui sont indispensables pour changer de cap, pour préparer le désarmement — que sont les négociations entre les superpuissances face à la force d'inertie de l'industrie militaire sur sa lancée? — et imposer progressivement la reconversion des fabricants d'armes dans le secteur civil.

Ci-dessous, prolongeant l'avènement du Département militaire fédéral au nombre des principaux acteurs de la relance à la sauce helvétique, quelques points de repères plus généraux sur les caractéristiques d'un essor industriel mâtiné de militaire. Deux sources principales: une étude d'un professeur à l'Université de Columbia, Seymour Melman, qui s'est attaché au problème de la «reconversion» en se plaçant dans l'optique des cadres et des ingénieurs, et un texte d'un chercheur de l'Université de Sussex, Mary Kaldor, abordant le rôle de la technologie militaire dans le développement industriel (reflets de ces travaux dans les numéros de fin 1982 de «Forum du développement»).

Toile de fond: la fascination, à son apogée au XX^e siècle, pour la haute technologie. Climat hautement favorable à l'industrie militaire dont on ne finit pas de saluer l'influence positive sur certains secteurs de la recherche, des produits de consommation courante à l'astronautique.

Que l'industrie d'armement ait, dans une certaine mesure, favorisé le développement industriel, n'est pas contestable. Mais on peut se demander si le progrès technique aurait été plus rapide et surtout plus efficace au cas où les ressources auraient été affectées en priorité au domaine civil, sans passer par le détour militaire. Et surtout il n'est plus possible de faire l'impasse sur les conséquences d'une «surspécialisation» guerrière et d'une sorte de dégénérescence des sociétés directement concernées. Voyons de plus près le mécanisme tel qu'on peut le cerner à l'Ouest!

L'ÉTAT CLIENT EST ROI

Les budgets militaires occidentaux sont dans leur plus grande partie consacrés à l'achat d'armes majeures (les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France consacrent la moitié des sommes disponibles à ce marché-là); celles-ci sont mises au point et construites par un nombre relativement restreint de

fabriques, souvent très spécialisées, la plupart en mains privées, mais en réalité presque totalement dépendantes des commandes étatiques. Seymour Melman: «C'est en fin de compte le gouvernement qui décide de ce qui est produit, en quelle quantité, de l'exécution de la production, de son prix, de sa livraison. Et une importante administration centrale contrôle au sein de chaque gouvernement les principales activités des entreprises qui travaillent pour le secteur militaire.»

PLANIFICATION DANS LE BLEU

D'où, lorsqu'il est question d'acheter des armes, un mélange tout à fait contradictoire de planification et d'appel à la concurrence. Mary Kaldor: «D'une part l'achat d'armes est monopolisé par le gouvernement qui applique pour ce faire les techniques mathématiques complexes propres aux systèmes à planification centralisée. Mais d'autre part,

il est très difficile de déterminer quelles sont les techniques nécessaires aux forces armées sans les avoir expérimentées sur le terrain en temps de guerre. Les gouvernements doivent donc se fier aux responsables militaires, aux «experts», aux traditions militaires, aux leçons tirées du dernier conflit armé et... aux propositions des fabricants d'armes. D'où une planification toute relative, qui a plutôt tendance à refléter les intérêts des institutions concernées, et qui subit inévitablement les contrecoups de la concurrence effrénée à laquelle se livrent les fabricants d'armes, car les contrats militaires sont de moins en moins nombreux, mais de plus en plus importants.»

Cette concurrence acharnée des «marchands de canons» entre eux, combinée avec l'ambition proclamée des Etats de rester à la pointe du progrès

SUITE ET FIN AU VERSO

LE MARCHÉ ET LA JUNGLE

A n'importe quel prix...

Du contrôle étatique sur la vente et la production d'armes découle un affaiblissement de la classique — et contestée! — efficacité de la liberté de marché. Lorsque les temps sont difficiles, les gouvernements protègent leurs entreprises militaires. Ces dépannages ont souvent pour justification «le maintien de l'assise industrielle» du secteur militaire. Ils ont aussi pour conséquence d'encourager une «structure de maximisation des coûts».

Seymour Melman: «Ce n'est pas comme si existait une loi proclamant: Vous devez maximiser les coûts! Mais supervisés et approuvés par le

ministère de la défense, des modes internes de comportement ont pour effet combiné de faire grimper les coûts. Le personnel et les budgets administratifs sont de plus en plus consacrés à la surveillance de la production et les spécialistes en armements insistent sur l'amélioration des performances des produits sans qu'il soit tenu compte du coût. Les gouvernements font en grande partie reposer l'octroi des contrats sur la «capacité» de recherche et de production d'une société, ce qui, pour faire montre de compétence, pousse les entreprises à étoffer leurs personnels de recherche-développement et d'ingénierie, et à investir dans des équipements inutilement sophistiqués et coûteux. Aux Etats-Unis, les règles établies pour le choix des entreprises fournissant du matériel militaire ne donnent qu'un poids de 15% à l'importance qu'il convient d'accorder au facteur coût...»

SUITE DES PAGES PRÉCÉDENTES

Une industrie décadente pour la relance guerrière

guerrier (le nouveau fusil suisse: le meilleur du monde!) a, en un premier temps, accéléré l'évolution technique, «chaque composant de chaque armement successif gagnant toujours en sophistication». Mais tout se passe comme si on était aujourd'hui parvenu à un cul-de-sac: les modifications techniques ne peuvent être que réalisées dans un cadre déterminé par les institutions militaires et industrielles en place et, serrée dans ce corset, l'industrie s'efforce de perfectionner les techniques existantes plutôt que d'imaginer de nouvelles techniques révolutionnaires. Mary Kaldor: «L'aspect ultra-moderne et la complexité des armements d'aujourd'hui sont en fait une preuve d'étroitesse de vue et de conservatisme.»

FUITE EN AVANT

C'est la fuite en avant dans un perfectionnisme quantitatif considéré, faute de preuves expérimentales, comme le signe de l'efficacité. Voyez les sous-marins, toujours plus rapides, toujours plus silencieux, toujours plus grands, dotés d'une autonomie toujours plus importante. Les avions, plus rapides, plus puissants, disposant d'une plus importante charge utile. Les systèmes d'armes qui contiennent des armes plus puissantes, notamment en ce qui concerne les missiles, et ont une capacité nettement améliorée de communication, de navigation, de détection, d'identification et de télécommande des armes. En fait, «les producteurs d'armes ont tendance à fabriquer des armes trop sophistiquées, afin d'être en mesure de présenter à leurs clients potentiels des produits aux caractéristiques les plus impressionnantes». Evolution technique futile, excessive et très coûteuse — la combinaison dans un seul modèle de capacités contradic-

toires suscite des problèmes de conception extrêmement complexes qui alourdissent bien sûr les budgets de recherche; voir par exemple le chasseur polyvalent européen, décrit comme une «truie qui donne du lait, fournit de la laine et pond des œufs»!

Pire même: on s'aperçoit que ces nouvelles fonctions des armes hypersophistiquées sont rarement utilisées: une récente étude du Pentagone note qu'en cours de combat un seul pilote ne saurait faire usage de toutes les possibilités théoriques de son avion. Bref, il faudra se rendre à l'évidence que si ces armes sont toujours aussi impressionnantes, elles sont de moins en moins fonctionnelles, et servent de plus en plus à masquer des industries sur le déclin.

D'où l'évidence d'un diagnostic industriel. Mary Kaldor: «Dans le passé, la technologie stimulée par la guerre a permis d'accélérer les progrès industriels. Cependant la complexité croissante des armes modernes liée à la diminution de leur utilité signale ce qui, dans le secteur civil, serait considéré comme une stagnation technologique. Toutes les industries considérées atteignent un stade de rendements décroissants, les nouveaux investissements engendrent alors une amélioration toujours moindre de la productivité (...) De telles industries sont sur le déclin. Le secteur de l'armement, malgré sa croissance, leur ressemble.»

Relance par un effort dans le secteur de l'armement? En fait, les investissements militaires protègent des secteurs décadents, les empêchent d'évoluer (vers une reconversion civile) et de se revitaliser, favorisent en fin de compte la stagnation industrielle, pavant ainsi le chemin de la récession.

Mais tant qu'il y a des acheteurs, bonnes poires, direz-vous! Justement, tout le problème politique est là.

TAXE SUR LES CARBURANTS

D'autres routes, ça coûte!

Taxe sur les carburants: à «Domaine Public» aussi, on discute ferme. Voici un petit échange à deux, reflet des préoccupations de la rédaction. «Oui» ou «non» le 27 février prochain, mais fondamentalement, comme on le verra, des perspectives plus lointaines communes. (Réd.)

Le financement du réseau national routier est assuré, au-delà. Le plein est fait, et même le trop-plein. La question posée est dès lors: que faire de ce trop? Ce trop est-il de trop? Ceux qui le pensent sont les ultras: que le prix de l'essence baisse, proclament-ils, et que la Confédération renonce à empocher, pour ses frais généraux, 100 millions! Leitmotiv bien connu: économies et caisses vides. Rengaine au jukebox de la droite.

D'autres opposants s'inquiètent, eux, à l'idée que le trop-plein va être déversé sur les cantons dont le compte routier est déficitaire. Puisque l'argent est là, et qu'il importe de le dépenser, connaissons-nous, interrogent-ils, après un réseau national saturé, un réseau cantonal surcomplet? D'où, pour eux, la nécessité d'assécher les recettes irrémédiablement affectées aux constructions routières. Ils sont pour les caisses vides des dépenses constitutionnellement affectées à l'automobile.

Similitude de raisonnement intéressante à observer, à un adjectif près. Caisses vides générales, caisses vides affectées.

Avant de discuter sur le vif du sujet, deux remarques préliminaires.

Chacun admet que le projet est mauvais dans la mesure où il n'autorise pas de plus larges transferts aux transports publics, nationaux, régionaux, urbains. Les automobilistes ont besoin de transports publics: pour leur famille, souvent, et pour eux-mêmes quand un handicap les rend au statut de piétons. Jusqu'ici ce point de vue n'a pas prévalu. Mais y a-t-il quelque espoir que le refus de

l'article constitutionnel rende possible une solidarité entre les divers moyens de transport? Ceux qui sont bien placés pour apprécier la situation, le syndicat des cheminots, en doutent et font voter «oui», par peur d'une concurrence sur le trafic marchandise, rendue encore plus sauvage par la baisse du prix de l'essence qu'entraînerait un «non» majoritaire.

Deuxième remarque. Il n'est pas certain que l'opération profite aux cantons. Si les sommes qui leur sont allouées sont prises en compte dans la répartition des tâches Confédération-cantons, il n'y aura pour eux aucun bénéfice. Ce qui calmera du même coup leur humeur routière et dépensièr.

Quant au fond...

L'automobile est un fait. Caisses vides ou caisses pleines n'y changeront rien. Dès lors la question est de savoir si c'est un phénomène disciplinable ou non.

Maîtrisable, il l'est. Qu'on en juge par l'extension des rues piétonnières dans la majorité des villes européennes. Et quelle différence entre Rome, où le piéton ne dépasse pas le périmètre du Panthéon, Paris qui balbutie, et, adultes, Munich, Rouen, Copenhague. Cette maîtrise du phénomène automobile marque, n'en déplaise au Colisée ou à l'Arc de Triomphe, le degré de civilisation d'une nation. Or cette maîtrise coûte, et même coûte très cher. Coûteux, le détournement d'une ville, d'un village. Coûteuses les protections contre le bruit, ou l'élargissement des zones décrétées non constructibles pour l'habitat au bord des grands axes.

Coûteux, les parkings qui libèrent les centres ou les zones à fortes densité d'habitation.

Dès lors, la question essentielle n'est pas celle des caisses vides, pleines, trop pleines. Elle est celle du plan des travaux de chaque canton, de chaque commune.

J'ai vu des ingénieurs proposer avec insistance des travaux importants pour corriger trois lacets, sans danger, d'une route en bon état. Absurde. D'autres qui trouvent intolérable, au nom de la fluidité, une limitation de vitesse sur une chaussée sans trottoir qu'empruntent des enfants.

Là, sur ce terrain, il faut se battre. Faire, en toutes circonstances, admettre la priorité du respect de la vie sur la vitesse, du respect de la vie sur le bruit. Mais quand des mesures concrètes seront prises dans ce sens, elles ne seront pas gratuites.

Que chaque canton fasse connaître son plan d'investissement routier. A recettes affectées, dépenses contrôlées. Là est le vrai débat. A. G.

NON

Un projet unijambiste

Il s'agit plus que d'une affaire de gros sous. C'est la politique des transports qui est en jeu dans ce débat sur l'opportunité de maintenir la surtaxe sur les carburants. Soyons précis: tout le monde ou presque est d'accord sur le maintien de cette surtaxe; les avis divergent sur l'affectation de ces sommes.

Le projet qui nous est soumis opte délibérément pour la continuité: la surtaxe — en 1982: 1,2 milliard — sera utilisée exclusivement pour «des tâches en rapport avec le trafic routier». Certes, le Parlement, sans doute pour allécher le citoyen, a prévu une palette de tâches plus large qu'actuellement: suppression des passages à niveaux, promotion du ferroutage et du transport des automobiles par train, construction de parkings de gares, mesures de protection contre le bruit. D'après les premières estimations de l'administration, 120 millions seraient affectés à ces nouveaux buts. Reste donc plus d'un milliard pour l'exploitation et l'entretien des autoroutes, pour l'amélioration et la création de routes nationales et pour la couverture des charges routières cantonales. L'initiative populaire lancée par le TCS a joué son rôle; le Parlement s'est incliné sans combattre. Le financement de l'expansion du réseau routier est assuré.

Il n'est pas question de rêver à la transformation du réseau routier en verts pâturages et à l'élimina-

tion, par un coup de baguette magique, du parc automobile. Chacun ou presque est un automobiliste et un réseau routier est nécessaire. Il s'agit seulement, partant de la situation actuelle, de faire un choix.

Foncer tête baissée dans le développement des routes, c'est ce que préconise le projet. Sans égard aucun pour la «conception globale des transports» — aucune décision prise encore sur ce sujet — c'est-à-dire sans se préoccuper des autres modes de transport.

Or la situation financière des collectivités publiques, mais aussi la densité déjà importante des voies de communication imposent une solution équilibrée. Ce n'est pas en mettant le paquet dans les routes qu'on améliorera la situation des chemins de fer. Accroître la capacité routière ne fait que drainer un trafic automobile supplémentaire qui justifiera ensuite un nouvel effort en faveur de la route.

A quoi sert de subventionner des installations de ferroutage si dans le même temps on élargit les rubans de bitume qui traversent la Suisse? Voyez les tunnels ferroviaires dont le trafic périclité au rythme des percements routiers sous les Alpes.

Les CFF souhaitent l'approbation de l'article constitutionnel. En cas de refus, le prix de l'essence baisserait, ce qui rendrait moins attractif encore le trafic des marchandises par le rail. Faux calcul: à terme, les kilomètres de route créés par la surtaxe sont bien plus dangereux pour eux.

Alors, une politique du tout ou rien, dénoncée dans DP 672 à propos de l'énergie? Les termes du débat sont différents. D'abord, repousser ce projet déséquilibré, unijambiste. Ce refus serait clairement celui des partisans d'une politique globale des transports, où le rail et la route se complètent, où les piétons et les deux-roues trouvent enfin une place. Et la voie serait ouverte à une base constitutionnelle nouvelle. Elle est d'ailleurs déjà en consultation. Mais son sort dépend du scrutin du 27 février.

J. D.

XÉNOPHOBIE

Des juges venus d'ailleurs

L'initiative vaudoise sur l'extension, à chaque district, d'un tribunal de prud'hommes, est combattue par toute la droite politique et patronale.

On s'en prend particulièrement à la disposition qui permettrait à un étranger de siéger comme juge assesseur au tribunal des prud'hommes.

Inadmissible, s'écrie-t-on! On va jusqu'à citer le Pacte de 1291. L'«argument» avait déjà fait mouche à Genève sur le même sujet... Mais les Italiens, les Espagnols, les Portugais, les Turcs qui travaillent chez nous — on n'a pas remarqué jusqu'ici qu'ils ressemblaient aux hommes d'armes des Habsbourg — pourquoi ne seraient-ils pas réconfortés de savoir qu'un juge les comprend intimement? Le juge ouvrier, faut-il le préciser, n'est pas juge unique. Il siège dans une cour à trois.

Les mêmes prétendaient combattre Schwarzenbach.

MÉTALLURGIE GENEVOISE

La médaille et son revers

A lire en parallèle, deux panoramas de la métallurgie genevoise publiés par deux publications aux ambitions fort différentes: la «Voix ouvrière» et «L'Ordre professionnel». L'hebdomadaire du Parti du travail consacre quatre pages à un dossier sur le «refus général de la compensation intégrale du renchérissement dans la métallurgie»; une revue, entreprise après entreprise, claire, concrète, tranchant heureusement avec les données floues qui circulent habituellement sur le sujet, deux mois après le début des négociations contractuelles annuelles. L'organe patronal, lui, se lance dans une «radiographie» de la métallurgie genevoise,

ornée de quelques profils d'entreprises. Rien de commun, ni dans le ton, ni dans les faits rapportés.

Deux exemples significatifs ci-dessous, qui illustrent probablement bien une partie des conflits qui s'annoncent à Genève, comme ils couvent ou se développent ailleurs en Suisse romande. Sans commentaires.

BBC-Séchéron SA

«Voix ouvrière»: «Revendication: 5,8%. Réponse de la direction: 3,8%. Les travailleurs de Séchéron iront aux instances (étape de la négociation précédant le Tribunal arbitral), considérant que les propositions patronales sont insuffisantes.»

«L'Ordre professionnel»: Un «mariage heureux» entre deux grandes entreprises. Premier producteur suisse de transformateurs, des plus gros dépassant le million de kilowatts aux «petits» de 630 kW. La division «traction», spécialisée dans l'équipement électrique de trolleybus, trams, métros, réseaux ferroviaires, etc. se développe grâce à ses performances d'optimisation de l'emploi de l'énergie. Son système de «gestion de la vitesse» équipe déjà 1200 locomotives de la SNCF, dont le TGV. Une nouvelle division a été récemment créée: l'informatique industrielle, pour automatiser totalement les centrales électriques anciennes ou modernes, et automatiser l'emploi de l'énergie dans les bâtiments, ceci grâce à l'application des microprocesseurs. L'avance technique de Séchéron lui a permis de vendre des licences à l'étranger et de financer une partie de sa recherche pour des produits nouveaux. Chiffre d'affaires en 1982: 140 millions; personnel: 1300 employés et ouvriers.

Ateliers des Charmilles

«Voix ouvrière»: «Par rapport à l'indice 116, le retard est de 7,85%. Les deux commissions, ouvrière et des employés, revendiquent la totalité de la compensation. La direction ne voulant rien accorder, les travailleurs auront recours aux instances.»

«L'Ordre professionnel»: *Leader mondial de l'électro-érosion, les Ateliers des Charmilles traversent depuis plus d'une année une restructuration profonde. Pour dominer le marché, l'entreprise genevoise doit faire face à une redoutable concurrence japonaise. Des essais de pénétration du marché nippon n'ont pas donné de résultats jusqu'ici. La recherche de partenaires en Suisse, soit avec AGIE au Tessin, soit avec SIG se poursuit. La presse a abondamment parlé des difficultés des Charmilles. Elle a peu relevé un fait essentiel: le rachat d'une firme américaine Energy Science Inc. qui a inventé une installation dite de rideaux d'électrons. Projetés sur une surface donnée, ceux-ci modifient la structure des éléments. Ainsi en est-il de peintures qui peuvent sécher en quelques fractions de secondes au lieu de passer par des fours; d'autres applications sont possibles dans l'imprimerie, la fabrication de sacs en plastique, etc. Chaque installation revient à plus de cinq millions de francs. L'usine américaine et l'usine genevoise se partagent fabrication et vente dans le monde; les commandes sont nombreuses. Dans la grande tradition Charmilles, cette nouvelle technique de pointe est promise à un grand avenir.*

EN BREF

Un nouvel hebdomadaire paraîtra prochainement au Tessin. Un numéro d'essai a été diffusé à plus de 50 000 exemplaires. Son titre «Tessiner Woche». Mais oui, il s'agit d'un journal destiné aux populations de langue allemande du Tessin. Il faut croire qu'il y a là un marché à conquérir. Et pourtant les germanophones sont déjà servis puisque «Südschweiz» paraît trois fois par semaine.

* * *

Engagée dans une campagne de diffusion dont le démarrage est assez difficile, le quotidien de gauche bernois «Berner Tagwacht» vient d'enregistrer un nouvel abonné connu: Willy Brandt, président du parti socialiste allemand.